

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Louvre Banque Privée
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 190 138 494 €
Siège social : 48 rue du Louvre, 75001 Paris
384 282 968 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2023 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte annuelle du 30 mai 2024

I. – Bilan
(En milliers d'euros)

Actif	Exercice N	Exercice N-1
Caisse, banques centrales, CCP	0	1
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	670 503	653 475
Opérations avec la clientèle	4 915 190	4 792 387
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participation et autres titres détenus à long terme	2 289	4 279
Parts dans les entreprises liées	740	740
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	17 792	15 551
Immobilisations corporelles	18 500	16 533
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	60 311	72 868
Comptes de régularisation	48 971	36 039
Total de l'actif	5 734 296	5 591 873
Passif	Exercice N	Exercice N-1
Banques centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3 979 580	3 570 844
Opérations avec la clientèle	1 433 545	1 728 128
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	14 200	11 964
Comptes de régularisation	49 334	44 048
Provisions pour risques et charges	2 611	2 549
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG	255 026	234 341
Capital souscrit	190 138	170 971
Primes d'émission	627	627
Réserves	24 189	23 813
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement	24	26
Report à nouveau	27	236
Résultat de l'exercice	40 021	38 667
Total du passif	5 734 296	5 591 873
Hors-bilan	Exercice N	Exercice N-1
Engagements donnés		
Engagements de financement	208 886	300 574
Engagements de garantie	9 119	10 824
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	974 058	1 049 787
Engagements sur titres	-	-

II. – Compte de résultat
(En milliers d'euros)

	Exercice N	Exercice N-1
+ Intérêts et produits assimilés	102 902	73 055
- Intérêts et charges assimilées	-56 167	-23 543
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-

+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	4 116	4 118
+ Commissions (Produits)	140 814	119 428
- Commissions (Charges)	-23 935	-18 741
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-147	-7
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	907	599
- Autres charges d'exploitation bancaire	-766	-285
+ Produit net bancaire	167 725	154 622
- Charges générales d'exploitation	-107 461	-96 349
- dotation aux amortissements & provisions s/immobilisations corporelles & incorporelles	-5 587	-5 520
Résultat brut d'exploitation	54 677	52 754
- Cout du risque	-1 147	-964
Résultat d'exploitation	53 529	51 789
+/- Gains ou pertes sur actif immobilisé	265	350
Résultat courant avant impôt	53 794	52 140
Résultat exceptionnel	-	-
- Impôt sur les bénéfices	-13 773	-13 472
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-
Résultat net	40 021	38 667

III. – Affectation du résultat

2ème résolution de L'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2024

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Directoire, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 45 222 519.98 euros composé de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	40 020 808.93 €
- Dotation à la réserve légale	0 €
+ Réserves facultatives	5 175 093.24 €
+ Report à nouveau antérieur	26 617.81 €
Bénéfice distribuable	45 222 519.98 €

et décide de l'affecter de la manière suivante :

au titre de dividendes, dont :	44 999 443.58 €
Numéraire	10 200 000.02 €
Option pour le paiement en actions	34 799 443.56 €
au report à nouveau	223 076.40 €
Total	45 222 519.98 €

Elle fixe en conséquence le dividende à 1.42 euros pour chacune des 31 689 749 actions qui composent le capital social.

Ce dividende est éligible le cas échéant, à l'abattement mentionné au 2° point du paragraphe 3 de l'article 158 du code général des Impôts, en fonction de la qualité du bénéficiaire de la distribution.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes suivants, tous éligibles à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code général des impôts ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Montant distribué	Dividende par action
2022	45 592 395.20 €	1.60 €
2021	35 874 953.50 €	1.49 €
2020	44 382 396.00 €	2.36 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. -- Annexe aux comptes arrêtés au 31/12/2023

1- Faits significatifs

- Augmentation du capital de Louvre Banque Privée par distribution du dividende en action le 31/05/2023. Le capital social de Louvre Banque Privée s'élève désormais à 190 138 494 euros.
- A partir du 1er juillet 2022, Louvre Banque Privée a lancé, avec la Banque Postale, le projet de Pôle Privé, consistant au partage de clients patrimoniaux de la Banque Postale dont la surface d'actifs financiers hors immobilier est supérieure à 250 k€ avec Louvre Banque Privée. Si le client de la Banque Postale y est favorable, certains de ses actifs financiers sont transférés de la Banque Postale à Louvre Banque Privée, notamment des contrats d'assurance-vie dans le cadre de la Loi Pacte.
- L'ouverture supplémentaire de 17 Espaces Louvre Banque Privée pour parvenir à 88.

2- Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en qualité de banque (règlement de l'Autorité des Nonnes Comptables n° 2014-07 du 26 novembre 2014 - et ses modifications ultérieures - qui reprend en un seul texte l'ensemble de la réglementation comptable applicable aux établissements bancaires, tout en laissant les prescriptions comptables inchangées).

2.1 Immobilisations et frais d'établissement (cf. tableau 6)

Les immobilisations figurent au bilan au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire. Les principaux mouvements en 2023 concernent le poste des immobilisations corporelles, qui a enregistré divers travaux d'aménagement du nouveau site la poste du Louvre, de rénovation de certains de nos points de vente (2 116 K€) et l'acquisition de divers matériels et mobiliers (34 K€). Le montant des logiciels entrés au bilan s'élève à 7 994 K€ et les immobilisations incorporelles en cours correspondant aux projets informatiques représentent 2 214 K€. Par ailleurs, concernant les immobilisations incorporelles, et plus précisément le fonds de commerce EPC (portefeuille de clientèle << assurances-vie externes >>) un nouveau test d'amortissement a été pratiqué et a permis de s'assurer de l'absence de perte de valeur de l'actif au bilan.

Une dotation aux amortissements de 326 k€ a été constatée, dans le cadre du plan d'amortissement régulier défini sur ce fonds de commerce.

Conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10 modifié par le règlement CRC 2003-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	12 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 10ans
Installations générales et Agencements	3 à 10ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels	5 ans
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans, Agences : 25 ans
Clos et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
MOA	5 ans

2.2 Autres actifs/passifs et comptes de régularisation (cf. tableaux 7 et 8)

Le poste « Autres Actifs », qui s'élève à 60 311 K€, est composé essentiellement :

- De créances sur l'Etat pour 302 K€
- Des débiteurs divers pour 54 763 K€ (dont 51 550 K€ qui enregistre toutes les opérations ayant un impact espèces sur la gestion sous mandat Louvre Banque Privée notamment achat/vente, souscription/rachat, remise SEPA, dépôt et retrait par virement ...)
- Des primes épargne logement à percevoir pour 151 K€
- D'autres dépôts de garantie versés pour 329 K€
- Clients et carte business pour 4 743 K€
- Acompte sur salaire pour 22 K€

Les « comptes de régularisation actif » qui s'élèvent à 48 971 K€ sont principalement représentatifs de remises de chèques non encore dénouées dans les circuits interbancaires pour 569 K€, de charges constatées d'avance pour 2 624 K€, de produits à recevoir pour 44 626 K€ (majoritairement de commissions) et de comptes de régularisation en attente 1 151 K€.

Les « Autres passifs » qui s'élèvent à 14 200 K€ comprennent, pour l'essentiel, d'autres charges fiscales et sociales pour 4 947 K€, divers impôts et taxes pour 3 255 K€, divers impôts liés à la fiscalité directe pour 1 586 K€, divers fournisseurs et autres créiteurs divers pour 4 410 K€.

Les « comptes de régularisation passif » qui s'élèvent à 49 334 K€, sont constitués de manière prépondérante de diverses charges d'exploitation et commissions à payer pour 37 973 K€ (dont 14 887 K€ de provisions de congés payés, 7 999 K€ de charges à payer Groupe et 9 263 K€ de charges à payer hors groupe, commissions à payer groupe pour 5 824 K€), d'intérêts perçus d'avance sur prêts pour 17 K€, de comptes de passages SEPA pour 8 004 K€ et de divers autres comptes de régularisations pour 3 340 K€.

2.3 Operations sur titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément au Livre II, Titre 3 du Règlement ANC n°2014-07 (cf. tableaux 9 et 10)

• Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique d'acquisition. Des dépréciations sont constituées dès que la valeur brute de la participation au bilan est supérieure à la valeur d'utilité des dits titres.

• Autres immobilisations financières

Ce poste comprend le stock de contribution au mécanisme de garantie des dépôts. Ce stock est composé de certificats d'associés et de certificats d'association, pour un total de 1 822 K€.

Suite au rachat de Visa Europe par Visa Inc., Louvre banque privée est titulaire d'actions valorisées à 466 K€.

Les actions de type A, en portefeuille au début de l'exercice, ont été cédées au cours de l'année.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes feront l'objet d'une dépréciation.
Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2.4 Provisions pour risques & charges (cf. tableau 12)

Ce poste est majoritairement constitué des provisions pour litiges et autres risques opérationnels qui s'affichent à 2 611 K€ au 31 décembre 2023.

Provision Epargne-Logement

Les Comptes Epargne-logement (CEL) et les Plans Epargne-logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Conformément au règlement de l'ANC 2014-07 livre II Titre 6, une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle. Le montant de cette provision s'élève à 114 K€ au 31 décembre 2023.

2.5 Capitaux propres et réserves (cf. tableau 5)

2.6 Engagements hors bilan (cf. Tableau 16)

• Engagements sur instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont comptabilisés conformément au Livre II, Titre 5 du Règlement ANC n°2014-07 (cf. Tableau 16). En ce qui concerne les engagements sur instruments de taux d'intérêt, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats fermes.

2.7 Enregistrement des produits et des charges

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Toutefois, on distingue les intérêts qui sont comptabilisés *prorata temporis* et les commissions qui sont enregistrées selon la période de réalisation de la prestation correspondante. En ce qui concerne les charges d'exploitation, le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et déduction des charges constatées d'avance).

2.8 Prêts et créances et risques de crédit (cf. Tableau 14)

Ce règlement concerne toutes les opérations génératrices d'un risque de crédit (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenus fixes, engagements par signature et instruments financiers). Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette contrepartie par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

Prêts

Ils sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat *prorata temporis*.

Encours douteux :

Sont classées en « encours douteux », les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des conditions suivantes :

- Situation irrégulière (comptes débiteurs irréguliers ou prêts avec échéances impayées) depuis plus de 90 jours pour tous types de crédits.
- Dossiers de surendettement et procédures collectives.
- Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet d'une procédure contentieuse

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en « encours sains », après une période probatoire de 3 mois. Il convient de noter que depuis le mois d'octobre 2021, les calculs de déclassement ou de sortie du défaut sont réalisés au niveau groupe par LBP.

Tout prêt restructuré est déclassé en défaut pendant un an.

Encours douteux compromis :

Sont qualifiés « d'encours douteux compromis » les créances dont la déchéance du terme est prononcée. Par ailleurs le passage en douteux compromis est effectué systématiquement un an après le passage en statut douteux.

Encours sensibles :

Il s'agit des prêts immobiliers, présentant un montant impayé de plus de 30 jours et de moins de 90 jours. Ces dossiers ne sont pas encore déclassés en défaut.

Dépréciation :

Les créances relatives aux douteux compromis font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle. Cette dépréciation est constatée par différence entre la valeur comptable et les flux attendus actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, déterminés en tenant compte de la situation financière du débiteur et de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les prêts déchus garantis par une sûreté réelle, une expertise du bien reçu en garantie est réalisée afin de déterminer le montant à provisionner.

Lorsqu'il n'y a pas de garantie ou bien uniquement la présence d'une caution solidaire de personne physique les encours douteux compromis sont dépréciés intégralement.

Par ailleurs, les prêts non dépréciés sur une base individuelle font l'objet d'une analyse et, le cas échéant, d'une dépréciation sur une base collective par typologie de garantie. Il s'agit du périmètre des dossiers douteux et des dossiers sensibles :

- Les dossiers douteux sont provisionnés sur la base d'une probabilité de perte observée sur le portefeuille ;
- Les dossiers sensibles sont provisionnés sur la base d'une probabilité de déclassement au contentieux, cette dernière étant calculée sur observation d'historiques.

L'actualisation des flux recouvrables pour les prêts immobiliers est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. La durée prise en compte dans le calcul de l'effet d'actualisation est la durée moyenne de remboursement de la créance douteuse ou litigieuse. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif.

Les intérêts sur encours douteux et douteux compromis comptabilisés en produits font l'objet de dépréciations pour leur intégralité.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « coût du risque ». Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux sont présentées dans le « Produit Net Bancaire ».

Mise à jour des estimations :

Sur l'exercice 2023, les paramètres de calcul des dépréciations sur les encours sensibles et douteux ont été mis à jour :

- Sensible :
 - Le taux de probabilité de contentieux est de 17%
- Douteux :
 - Le taux de perte en cas de défaut des crédits immobiliers avec garantie hypothécaire est de 6,25%, ainsi que les dossiers garantis par le cautionnement de l'Equité.

La durée d'actualisation est de :

- Pour les dossiers garantis par une caution personne morale ou nantissement de placement : durée de 9 mois ;
- Pour les dossiers garantis par une hypothèque, durée de 4,5 ans ;
- Pour les dossiers douteux compromis, la durée d'actualisation est de 2,4 ans.

Ainsi, au 31 décembre 2023, le montant total des dépréciations des créances sensibles, douteuses et douteuses compromises s'élève à 23 394 K€..

Le montant des pertes couvertes par provisions s'élève à 309 K€ et celles non couvertes à 33 K€. La récupération sur créances amorties s'élève à 36 K€.

Répartition du coût du risque (hors risques en intérêts)

K€	S/établissements de crédit	S/la clientèle	S/portefeuille titres	S/autres
Dotations & pertes	-	- 3 169	-	
Reprises & récupérations	-	2 022	-	
Net	-	- 1 147	-	

2.9 Garanties

Au 31 décembre 2023, les principales garanties dont bénéficient nos engagements au titre des prêts immobiliers sur le marché des particuliers sont majoritairement des hypothèques de premier ou second rang et le recours à des organismes de cautionnement.

2.10 Commissions reçues et commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit

Conformément aux dispositions édictées par le règlement de L'ANC 2014-07 dans le livre II - Titre 1, les commissions perçues et les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit sont étalées sur la durée de vie effective de ce crédit. Louvre Banque Privée a opté pour la méthode dite "alternative", c'est-à-dire au prorata du capital restant dû, pour leur étalement.

2.11 Méthode dévalorisation fonds de commerce

Le fonds de commerce EPC fait l'objet d'un amortissement depuis le 1er janvier 2016 sur une durée de 12 ans. Lors de chaque arrêté, la banque calcule, pour les clients d'origine, une valorisation en fonction du produit net bancaire annuel dégagé. Dans l'hypothèse où ce calcul aboutirait à constater une dépréciation par rapport au montant figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

2.12 Résultat exceptionnel

Ce poste n'a pas enregistré de mouvement durant l'exercice.

3 - Autres informations

3.1 Engagements de retraite

On notera que Louvre Banque Privée applique depuis le 1er janvier 2005 la recommandation 2003 R 01 du CNC du 1er avril 2003, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraites peuvent être des régimes à cotisation définie ou des régimes à prestation définie. Les régimes à cotisation définie ne comportent aucun engagement sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « autres services extérieurs ». Les régimes à prestation définie désignent des régimes pour lesquels existe un engagement d'assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions » et peuvent faire l'objet d'une couverture externe.

Pour ce qui concerne notre établissement seule sont concernées les indemnités de fin de carrière, l'engagement total au 31 décembre 2023 à ce titre s'élève à 3 794 K€ en gestion externe.

Les médailles du travail sont enregistrées à un poste de provision, d'un montant de 834 K€ au 31 décembre 2023.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentation des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation brut de 3.20%, un taux de rotation moyen des effectifs de 5.63 % et un taux de revalorisation des salaires de 2.10% pour les cadres et 2.10% pour les non-cadres. Les tables de mortalité utilisées sont TF 00-02 et TF 00-02.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Louvre Banque Privée a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brut au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

3.2 Fonds pour risques bancaires généraux

Le montant du fonds pour risques bancaires généraux, qui a pour vocation de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire est nul au 31 décembre 2023.

3.3 La gestion du risque de taux

Conformément aux dispositions de l'Arrêté du 03/11/2014, la gestion du risque de taux ainsi que celle du risque de liquidité de Louvre Banque Privée s'effectue à ses bornes. Elle s'inscrit dans un cadre groupe fixé par La Banque Postale, revu et adapté au périmètre de la banque.

3.4 Impôts sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 13 773 407 € au 31 décembre 2023.

Une convention d'intégration fiscale a été signée avec le groupe La Poste à effet au 1er janvier 2014.

3.5 Effectif moyen inscrit

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	460	5
Techniciens	83	0
Total	543	5

3.6 Informations en matière de rémunérations

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance est de 29 500 bruts pour l'année 2023.

3.7 Honoraires des commissaires aux comptes

Présentés en € - HT	Honoraires de commissaires aux comptes	Honoraires des services autres que la certification des comptes
MAZARS S.A	92 850	-
KPMGS.A	100 450	-
Total	193 300	-

3.8 Consolidation

Les comptes de Louvre Banque Privée font l'objet d'une consolidation par intégration globale par La Banque Postale.

Tableau N° 1 : Emplois et ressources selon la durée restant à courir (en milliers d'euros)

	Montants non ventilés	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+5 ans	Total
Emplois						
Créances sur les établissements de crédit	264 660	212 913	60 378	1 485	131 067	670 503
A vue :	259 250					259 250
A terme :						
Comptes et prêts	-	212 913	60 378	1 485	131 067	405 843
Créances rattachées	5 410					5 410
Créances sur la clientèle	356 360	69 467	229 527	1 081 818	3 178 018	4 915 190
A vue :	302 863					302 863
Créances envers la clientèle	300 537					300 537
Créances douteuses	400					400
Créances rattachées	1 927					1 927
A terme :						
Autres concours à la clientèle :	53 497	69 467	229 527	1 081 818	3 178 018	4 612 327
Crédits à la clientèle	-	69 467	229 527	1 081 818	3 178 018	4 558 830
Valeurs non imputées	65					65
Créances douteuses	52 934					52 934
Créances rattachées	497					497
Ressources						
Dettes envers les établissements de crédit	3 471	145 259	371 412	1 419 545	2 039 894	3 979 581

A vue :	412					412
A terme :						
Comptes et emprunts		145 259	371 412	1 419 545	2 039 894	3 976 110
Valeurs données en pension		-	-	-	-	-
Dettes rattachées	3 059					3 059
Comptes créditeurs de la clientèle	1 228 671	144 196	49 251	9 042	2 381	1 433 541
Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets	466 850	20 233	3 412	7 558	2 356	500 409
A vue :	387 108					387 108
A terme						
Comptes créditeurs à terme	79 091	20 233	3 412	7 558	2 356	112 650
Dettes rattachées	652					652
Autres dettes	761 820	123 963	45 839	1 484	25	933 132
A vue :	760 749					760 749
A terme :						
Comptes créditeurs à terme	-	123 963	45 839	1 484	25	171 311
Dettes rattachées	1 071					1 071
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Bons de caisse		-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-			-
Dettes rattachées	-					-

Tableau n°2 : Ventilation des emplois et ressources (en milliers d'euros)

	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	471 519	-	-	198 984	670 503
A vue	60 267			198 984	259 250
A terme	411 253				411 253
Créances sur la clientèle	-	-	-	4 915 190	4 915 190
Autres concours à la clientèle				4 612 327	4 612 327
Comptes ordinaires débiteurs				302 863	302 863
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
Titres de placement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	3 979 283	-	-	297	3 979 580
A vue	115			297	412
A terme	3 979 168			0	3 979 168
Operations avec la clientèle	-	-	-	1 433 545	1 433 545
Comptes d'épargne a régime spécial et comptes sur livrets	-			500 412	500 412
A vue				387 108	387 108
A terme				113 304	113 304
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	933 133	933 133
Autres dettes, à vue				760 749	760 749
Autres dettes, à terme				172 384	172 384
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-
Bons de caisse					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					

Tableau n°3 : Détail des créances et des dettes rattachées (en milliers d'euros)

	Actif Créances	Passif Dettes
Etablissements de crédit	5 410	3 059
A vue	0,00	0,00
A terme	5 410	3 059
Clientèle	2 424	6 923
Autres concours à la clientèle	173	
A vue	1 927	5 200
A terme	324	1 723
Autres passifs		10
Dettes représentées par un titre		-
Bons de caisse		0,00
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		0,00

Tableau n°4 : Diverses informations (en milliers d'euros)

	Montant
Détail des provisions pour dépréciation portées en diminution de l'actif	24 271
Créances sur la clientèle	23 394
Autres concours à la clientèle	22 939
Comptes ordinaires débiteurs	455
Autres	878
Actions et autres titres à revenu variable	-
Débiteurs divers	-
Stock immeubles MDB	-
Immobilisations corporelles	498
Immobilisations incorporelles	379
Mouvements sur le compte "Fonds pour risques bancaires généraux"	-
Dotations	
Reprises	

Tableau n°5 Variation des fonds propres (en milliers d'euros)

	Situation au 31 décembre 2022	Affectation du résultat 2022	Distribution	Reduction capital	Augmentation capital	Résultat au 31 décembre 2023	Situation au 31 décembre 2023
Capital	170 971				19 167		190 138
Reserve légale	17 097				1 917		19 014
Reserve facultatif	6 716	-6 716			5 175		5 175
Prime émission	0,00				0,00		0,00
Prime de fusion	627						627
Report à nouveau	236	-210					27
Distribution	0,00	45 592	-45 592				0,00
Résultat	38 667	-38 667				40 021	40 021
Totaux	234 315	0,00	-45 592	0,00	26 259	40 021	255 002

Titres composant le capital social

Catégorie de titres	Nombre	Valeur Nominale	Etendue des droits
Actions ordinaires	31 689 749	6 EUROS	- droit aux bénéfices - droit aux décisions d'assemblées

Tableau n°6 : Immobilisations corporelles, incorporelles et autres charges à répartir : état des mouvements par catégorie (en milliers d'euros)

Nature immobilisations	Valeurs brutes 01/01/2023	Acquisitions	Correction d'ouverture	Cessions et transfert	Valeurs brutes 31/12/2023	Amortissements ou provisions					Net bilan 31/12/2023
						01/01/2023	Correction d'ouverture	Dotations	Reprises	31/12/2023	
Total incorporelles	33 450	11 558		5 510	39 499	17 899	239	3 724	156	21 707	17 792
Autres Immobilisations Incorporelles	27 302	11 558		5 300	33 561	14 441		3 340	0,00	17 781	
Logiciel-4419007	23 341	7 994		5	31 330	14 424		3 340		17 764	
MOA-Logiciels créés en interne AMADEUS-4419006	17				17	17				17	
Immobilisations Incorporelles En Cours/Logiciels	3 945	3 564		5 295	2 214						
Sous-total Fonds commercial + Licences, brevet, concession	6 148	-		210	5 938	3 458	239	384	156	3 926	2 012
Fonds de Commerce+ dt entrée	956				956	573			10	563	
Dépréciation immo d'exploitation						290				290	
Droit au Bail	1 094			210	884	228	239	58	146	379	
Total Droits au bail	2 051			210	1 841	1 092	239	58	156	1 233	607
Fonds de commerce (epc)	3 997				3 997	2 366		326		2 692	
Fonds de commerce (Boissy Finances)	0				0						
Total Fonds commercial	3 997				3 997	2 366	0,00	326	0,00	2 692	1 304
Concession, brevet, licences	100				100						
Total concession brevet licences	100	-			100						100
Total corporelles	31 655	3 761		1 422	33 994	15 121	-239	2 563	1 951	15 494	18 500
Dépréciations immobilisations exploitation						965	-239	36	554	208	208
Immobilisations corporelles en cours		1 072			1 072						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	1 072		0,00	1 072	965		36	554	208	208
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	162				162						
Terrains	162				162						162
Constructions	2 251				2 251	2 061		28		2 061	
Gros oeuvre bâtiments exploitation	606	63		65	603	251		57	65	251	

Frais d'acquisition bâtiment exploitation	290				290	290			290		
Clos couvert exploitation	665			55	610	188		47	55	188	
Total Gros œuvres	3 813	63		120	3 755	2 790		132	120	2 802	953
Frais d'Installation	2 871			448	2 423	2 871			448	2 423	
Frais d'Installation (manuel)	48				48	48				48	
Agencements professionnels	2 215	713		91	2 837	946		216	91	1 072	
Agencements bâtiments d'exploitation	18 387	1 342		695	19 035	6 311		1 641	670	7 282	
Matériel de Télésurveillance	609	61		19	651	409		117	19	507	
Total inst générale, agencements, aménagements	24 130	2 116		1 253	24 994	10 586		1 974	1 228	11 332	13 662
Matériel Informatique	372	10			383	95		77	0	171	
Matériel imprimerie reprographie	-				0,00						
Autres matériel	42	24		2	64	41		2	2	42	
Autres immos corporelles diverses (tableaux)	18				18						
Total autres immo corporelles et assimilées	432	34		2	465	136		79	2	213	252
Mobilier	2 840	468		46	3 261	535		289	46	777	
Matériel	277	8		1	285	109		53	1	161	
Total Matériel, Mobilier	3 117	476		47	3 546	644		341	47	939	2 607
Totaux bilan	65 105	15 319		6 931	73 492	33 021		6 287	2 107	37 201	36 292

Tableau n° 7 : Bilan actif : ventilation de divers postes (en milliers d'euros)

	Montant
Ventilation des autres actifs	60 311
Débiteurs divers	60 311
Comptes de stock et emplois divers	-0
Ventilation des comptes de régularisation	48 971
Comptes d'encaissement	569
Charges constatées d'avance	2 624
Autres produits à recevoir	44 626
Comptes de régularisation divers	1 151

Détail débiteurs divers (en euros)

	Montant
Débiteurs divers	60 310 515,51
Dépôts	329 279,26
Etat	302 182,86
Primes PEL CEL	150 710,16
Fournisseurs	-
Clients et cartes business	4 743 179,14
Acomptes sur salaires	21 934,88
Débiteurs divers	54 763 229,21

Tableau n° 8 : Bilan passif : ventilation de divers postes (en milliers d'euros)

	Montant
Ventilation des autres passifs	14 200
Comptes de reglt relat. aux opér. sur titres	-
Créditeurs divers	14 200
Ventilation des comptes de régularisation	49 334
Comptes d'encaissement	8 004
Produits constatés d'avance	17
Charges à payer	37 973
Comptes de régularisation divers	3 340
Ventilation des provisions pour risques et charges	2 611
Risques déductibles	1 542
Risques non déductibles	1 070
Ventilation des réserves	24 189
Réserve légale	19 014
Autres réserves	5 175

Détail créditeurs divers (en milliers d'euros)

Créditeurs divers	14 200
Divers charges fiscales et sociales +participation	4 948

Etat	3 255
Divers impôts fiscalité directe	1 586
Fournisseurs et crédateurs divers	4 410

Tableau n°9 : Opérations sur titres (en milliers d'euros)

Nature des titres	Valeurs brutes 01/01/2023	Acquisitions	Cession ou transfert	Valeurs brutes 31/12/2023	nb titres détenus	% k de ste émettrice	Provisions				Net bilan
							01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023	
Total PCEC 3****	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et aut. Titres à rev. Fixe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de placement	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total PCEC 4****	5 019	251	2 242	3 029			0,00	0,00	0,00	0,00	3 029
Participations et activité de portef.	0	0,00	0,00	0			0,00	0,00	0,00	0,00	0
Autres participations	0			0			0,00			0,00	0
S.G.F.G.A.S	0			0	0						0
Parts dans les entreprises liées	740	0,00	0,00	740			0,00	0,00	0,00	0,00	740
LBPIC	740			740	25						740
Autres immobilisations financières	4 279	251	2 242	2 289			0,00	0,00	0,00	0,00	2 289
Certificats d'association fonds de garantie	257	13		269							269
Certificats d'associés fonds de garantie	1 315	238		1 553							1 553
visa Action type C	466			466	4						466
visa Action type A ordinaire	2 242		2 242	0,00							0,00
Créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général	5 019	251	2 242	3 029			0,00	0,00	0,00	0,00	3 029

Tableau n° 10 : Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement (en milliers d'euros)

Différentes natures de titres	Cotés	Non cotés	Plus-value latente	Moins-value latente
Effets publics et assimilés				
Titres d'investissement				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Titres de placement				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres				
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

Tableau n° 11 : Ventilation des charges générales d'exploitations (en milliers d'euros)

Nature	Montant
Salaires et traitements	34 606
Charges de retraite	5 733
Autres charges sociales	14 126
Intéressement et participation des salariés et abondement PEE	4 646
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	5 192
Total frais de personnel	64 302
Autres frais administratifs	43 159
Total des charges générales d'exploitation	107 461

Tableau n° 12 : Etat des provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)

	Provisions au 31/12/2022	A constituer au 31/12/2023	Utilisées au 31/12/2023	Disponibles au 31/12/2023	Provisions au 31/12/2023
Risques déductibles	65	51		65	51
Pertes et changes déductibles	623	211		-	834
Litiges	529	156		152	533
Impôts et pénalités déductibles		-		-	-
Impôts et pénalités non déductibles		-		-	-
Indemnités de départ et prud'hommes	200	53		200	53
Risques engagement clientèle	75	71		75	71
Epargne Logement non déductibles	259	-		145	114
Pertes et charges non déductibles	797	955		797	955
Total risques	2 549	1 497	-	1 434	2 611

Etat des provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne logement (en milliers d'euros)

	31.12.2023	31.12.2022
--	------------	------------

	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne	38	0	41	0
Plans épargne- logement	33	0	37	0
• Ancienneté de moins de 4 ans	2	-	1	-
• Ancienneté de 4 à 10 ans	16	0	20	0
• Ancienneté de plus de 10 ans	15	0	15	0
Comptes épargne-logement	5	0	5	0
Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement	0	0	0	0
Plans épargne-logement				
Comptes épargne-logement	0		0	

Tableau n° 13 : Détail des commissions (en milliers d'euros)

Nature	Charges	Produits
Commissions s/op. avec ets de crédit	-	-
Commissions s/op. avec la clientèle	14	1 085
Commissions s/op. sur titres	-	-
Commissions s/op. de change	-	0
Commissions s/op. s/instruments financiers à terme	-	3
Commissions s/prestations de services pour compte de tiers	-9 940	78 512
Commissions s/gestion sous mandat (GSM)	-14 009	61 213
Commissions autres	-	-
Total	-23 935	140 814

Tableau n° 14 : Risque de crédit - ventilation par type de contrepartie des clients douteux et douteux compromis (en milliers d'euros)

Ventilation par type de contrepartie segmentation	Encours Bruts		Douteux				Douteux Compromis			
	31/12/2023	31/12/2022	Brut		Dépréciations		Brut		Dépréciations	
			31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Particuliers	1 867 103	1 977 398	18 165	22 616	-3 976	-3 870	25 381	26 988	-14 534	-14 202
Autres entreprises financières	55 379	61 357	-	110	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières (entreprises)	3 016 102	2 775 743	27 251	17 132	-1 549	-803	5 931	6 430	-3 335	-3 234
Secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	4 938 584	4 814 498	45 416	39 858	-5 525	-4 673	31 312	33 417	-17 870	-17 436

Tableau n° 15 : Détail des produits et charges d'intérêts (en milliers d'euros)

Nature	Charges	Produits
Etablissements de crédit	-47 117	14 524
Clientèle	-9 048	88 379
Opérations sur titres	-2	-
Total	-56 167	102 902

Tableau n°16 : Ventilation des engagements hors bilan (en milliers d'euros)

	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
Engagements donnés					
Engagements de financement	4 800	-	-	204 086	208 886
En faveur des établissements de crédit	4 800	-	-	-	4 800
En faveur de la Clientèle	-	-	-	204 086	204 086
Engagements de garantie	-	-	-	9 119	9 119
D'ordre d'établissement de crédit	-	-	-	2 570	2 570
D'ordre de la Clientèle	-	-	-	6 549	6 549
Engagements sur titres	-	-	-	-	-
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-	-	-	-
Autres engagements donnés	-	-	-	-	-
Engagements reçus					
Engagements de financement	-	-	-	-	-
Reçus des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Reçus de la clientèle	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	30 807	-	-	943 251	974 058
Reçus des établissements de crédit	30 807	-	-	943 251	974 058
Reçus de la clientèle	-	-	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-	-

Titres vendus avec faculté de reprise	-	-	-	-	-
Autres engagements reçus	-	-	-	-	-
Engagements donnés ne figurant pas au hors bilan	-	-	-	-	-
Reçus d'établissements de crédit	-	-	-	-	-
En faveur de la Clientèle	-	-	-	-	-
Autres valeurs affectées en garantie	-	-	-	-	-
Engagements reçus ne figurant pas au hors bilan	-	-	-	3 962 313	3 962 313
En faveur des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Garanties reçues de la clientèle	-	-	-	3 962 313	3 962 313
Autres valeurs reçues en garantie	-	-	-	-	-

Engagements Hors- Bilan sur instruments financiers à terme (en milliers d'euros)

	Couverture	Couverture	Couverture
	Marché de gré à gré	Marché de gré à gré	Marché de gré à gré
	Opérations de taux intérêts	Opérations de taux intérêts	Opérations de taux intérêts
	Swaps	Collar & caps	Options
< 5 ans	128 333	-	-
> 5 ans	70 000	-	-
Total	198 333	-	-
Juste valeur des instruments financiers	-	-	-
Contreparties	La Banque postale		

Tableau n° 17 : Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)

	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	53 367	13 650	39 717
Résultat exceptionnel	-	-	-
Participation des salariés	428	124	304
Résultat comptable	53 794	13 773	40 021

Incidence des dispositions fiscales : (en milliers d'euros)

Résultat net de l'exercice	40 021
+dotations de l'exercice aux provisions réglementées	3
-reprises de l'exercice sur provisions réglementées	1
-réduction d'impôt du fait des dotations	
+augmentation d'impôt du fait des reprises	
Résultat hors dispositions fiscales	40 025

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts (en milliers d'euros)

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées	24
Amortissements dérogatoires	
Total accroissement de la dette future d'impôts	24
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	10 321
Autres différence temporaires	324
C3S	366
Total allègement de la dette future d'impôts	11 011

V. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société Louvre Banque Privée S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Louvre Banque Privée S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit sur les engagements octroyés à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Louvre Banque Privée S.A. constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances correspondant aux encours douteux compromis. Pour les créances douteuses, les dépréciations sont estimées sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche déclinée par nature de garantie, ou sur une base individuelle pour certains dossiers.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 2.8. « Prêts et créances et risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels. Au 31 décembre 2023, les encours douteux compromis et douteux s'élèvent respectivement à 31,3 millions d'euros et 45,4 millions d'euros, et les dépréciations associées à 17,9 millions d'euros et 5,5 millions d'euros, comme indiqué dans le tableau n°14 « Risques de crédit clients – Ventilation par type de contrepartie des clients douteux et douteux compromis » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Compte-tenu de l'importance des opérations avec la clientèle à l'actif du bilan et de l'importance du jugement dans la détermination des dépréciations pour risque de crédit, nous avons considéré que leur estimation au 31 décembre 2023 constituait un point clé de notre audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux et douteux compromis.</p> <p>Nous avons testé l'efficacité des contrôles jugés clés pour notre audit mis en œuvre par la société pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des encours douteux, - l'évaluation des flux recouvrables et de la valeur des garanties reçues, - la correcte application des modalités de provisionnement définies aux encours douteux ou douteux compromis à la clôture, - l'intégrité de leur traduction en comptabilité. <p>Nous avons pris connaissance du fonctionnement et des principales conclusions des comités spécialisés de la banque qui sont chargés du suivi des créances sensibles, douteuses ou contentieuses et nous avons revu la documentation justifiant le niveau des provisions constituées.</p> <p>Nous avons apprécié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes aux états financiers.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de Louvre Banque Privée S.A. par vos assemblées générales du 1^{er} octobre 2013 pour le cabinet KPMG S.A. et du 31 mai 2022 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons au comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 15 mai 2024
Charles de Boisriou
Associé

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 15 mai 2024
Xavier de Coninck
Associé

VI. — Rapport de gestion

Un rapport de gestion est mis à la disposition du public, au siège social, 48 rue du Louvre 75001 Paris.